

Édito

Ce bulletin d'information vous présente des statistiques exclusives sur la garantie des salaires et les activités de l'AGS dans le cadre des procédures collectives. Les données proviennent du système d'information décisionnel de la Délégation Unédic AGS. Les évolutions chiffrées sont indiquées sur 12 mois glissants, ce qui consiste ici à comparer les données sur les 12 mois arrêtés à la fin du 3^e ou du 4^e trimestre 2016 à celles des 12 mois précédents.

Des affaires créées au titre de la garantie AGS en nette baisse

Après trois années de croissance faible, celle-ci a été un peu mieux orientée en 2015 (+1,2%) et 2016 : l'acquis de croissance pour l'année écoulée s'établit à +1,0% après le 3^e trimestre selon les résultats publiés par l'Insee fin décembre. En parallèle, les profits des entreprises se sont redressés. Portées par un environnement macroéconomique très favorable (prix du pétrole, euro et taux d'intérêt faibles), ces évolutions ont eu pour conséquence de faire reculer les défaillances d'entreprises. Les derniers chiffres fournis par la Banque de France font état de 59 307 liquidations et redressements judiciaires sur les 12 mois arrêtés à fin octobre 2016, soit un nombre en baisse de -4,6% par rapport à octobre 2015. Les principaux indicateurs d'activité de l'AGS confirment cette embellie.

Le nombre total d'affaires créées au titre de la garantie AGS en 2016 a diminué de -10,9% par rapport à celui enregistré en 2015. Ce recul est plus prononcé pour les entreprises de 20 salariés et plus (-15,2%) que pour celles de moins de 10 salariés (-10,5%). A noter que seul le secteur des transports et entreposage affiche une hausse du nombre d'affaires créées en 2016.

En lien, le nombre de salariés bénéficiaires de la garantie AGS se replie de -13,4% en 2016 par rapport à 2015.

Le nombre total d'ouvertures de procédures de sauvegarde, statistique suivie par la Délégation Unédic AGS depuis l'entrée en application de la loi de sauvegarde des entreprises en 2006, a diminué de -16,7% sur les 12 derniers mois.

Des avances en importante diminution

Même s'il ne retrouve pas son niveau d'avant-crise, le montant avancé a fortement diminué en 2016 (-15,4% par rapport à 2015). Le montant récupéré se replie également mais figure toutefois parmi les meilleurs jamais enregistrés sur une année civile.

En raison du recul du nombre de défaillances d'entreprises et de ses impacts sur les interventions du régime de garantie, ainsi que des prévisions conjoncturelles pour l'année 2017, le Conseil d'Administration de l'AGS a décidé, lors de sa réunion du 14 décembre 2016, de baisser le taux de la cotisation de 0,25% à 0,20% à compter du 1^{er} janvier 2017.

Thierry Méteyé

Directeur national de la Délégation Unédic AGS

Dépenses & encaissements de l'AGS

sur 12 mois glissants : du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016



1 745,2 M€ -15,4%

Avances



715,9 M€ -1,1%

Récupérations



217 440 -13,4%

Bénéficiaires

Affaires créées au titre de la garantie AGS

sur 12 mois glissants : du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016



23 678 -10,9%

Affaires AGS créées

Cotisations

sur 12 mois glissants : du 1^{er} novembre 2015 au 31 octobre 2016



Montant des cotisations **Taux de cotisation**
1 306,3 M€ **0,20%**

(depuis le 1^{er} janvier 2017)

Procédures de sauvegarde

sur 12 mois glissants : du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016



1 274 -16,7%

Sauvegardes

Affaires AGS créées

23 678
Affaires AGS créées

Caractéristiques & évolution des affaires créées au titre de la garantie AGS

	4 ^e trimestre 2016				Sur les 12 derniers mois	
	Oct.	Nov.	Déc.	Total	Cumul	Evolution annuelle
Nombres total d'affaires créées	2 035	1 963	1 813	5 811	23 678	-10,9%
Répartition par type de jugement d'ouverture						
- Liquidation judiciaire	1 187	1 181	1 092	3 460	14 119	-11,2%
- Redressement judiciaire	826	749	692	2 267	9 163	-10,2%
- Sauvegarde	22	33	29	84	396	-17,8%

Nombre d'affaires créées sur les 12 derniers mois selon l'effectif au jugement d'ouverture

Repli plus marqué du nombre d'affaires
créées pour les entreprises de 20 salariés
et plus

	Nbre	%	Evolution annuelle
1 à 2 salariés	11 894	50,2%	↘
3 à 9 salariés	8 790	37,1%	↘
10 à 19 salariés	1 847	7,8%	↘
20 à 49 salariés	823	3,5%	↘
50 à 99 salariés	203	0,9%	→
100 salariés et +	121	0,5%	↘

87,3% des affaires créées en 2016 portent sur des entreprises de moins de 10 salariés et seulement 1,4% sur des sociétés de 50 salariés et plus.

A souligner que le nombre d'affaires créées pour des entreprises de 20 salariés et plus diminue nettement (-15,2%), et ce malgré un chiffre équivalent à celui de 2015 dans la tranche de 50 à 99 salariés. Les nouveaux dossiers relatifs à des entreprises de moins de 10 salariés baissent également de manière significative, mais dans une moindre mesure (-10,5%).

Définition. Le nombre d'affaires créées sur une période correspond au nombre d'affaires avec une première demande d'avance saisie sur la période (indépendamment de la date de jugement d'ouverture qui peut être antérieure à la période étudiée).

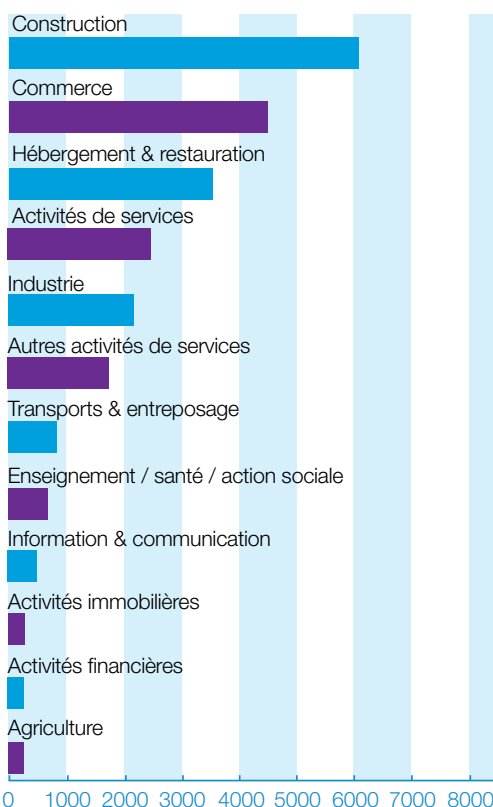
Avertissement. Le jugement d'ouverture se réfère au jugement d'ouverture en vigueur à la date de la première demande d'avance. Pour les sauvegardes, sont donc uniquement comptabilisées les affaires créées pendant la période d'observation et le plan de sauvegarde. Celles créées après résolution du plan et conversion en liquidation ou redressement judiciaire sont réparties dans ces 2 types de jugements.

Faits marquants

Forte baisse du nombre d'affaires créées sur les 12 derniers mois

Le nombre d'affaires créées au titre de la garantie AGS est en nette diminution avec une évolution annuelle à la fin du 4^e trimestre 2016 de -10,9% (contre -7,9% à la fin des deux trimestres précédents).

Cette baisse est proportionnellement plus marquée pour les affaires ouvertes en sauvegarde dont le recul est supérieur de 6,6 points à celui des affaires ouvertes en liquidation judiciaire et de 7,6 points à celui des affaires ouvertes en redressement judiciaire.



Nombre d'affaires créées sur les 12 derniers mois par secteur d'activité

Baisse du nombre d'affaires créées dans la quasi-totalité des secteurs

La construction est le secteur le plus présent dans les affaires créées en 2016 au titre de la garantie AGS (26,0% du total), suivie, mais après un net décrochement, par le commerce (19,1%).

Fait notable, le nombre d'affaires créées diminue dans presque tous les secteurs (seul celui des transports et entreposage se démarque et affiche une hausse de +2,1%). Cette baisse est en proportion la plus forte dans les activités immobilières (-20,7%).

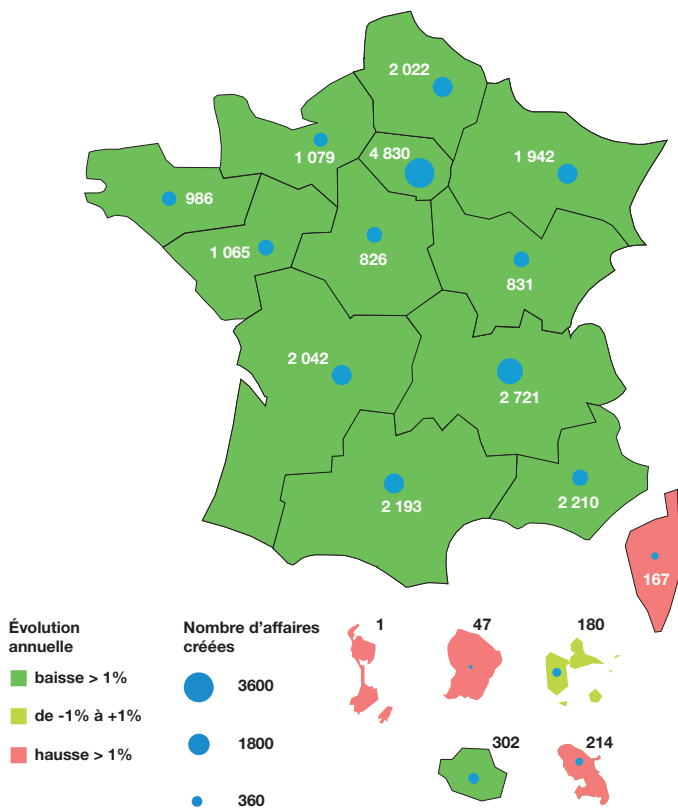
Cartographie régionale

Nombre d'affaires créées sur les 12 derniers mois par région

De par son tissu économique, l'Île-de-France est la région où le nombre d'affaires créées en 2016 est le plus élevé. Suivent les régions Auvergne-Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Occitanie. Ces affaires diminuent sur l'année dans la grande majorité des régions à l'exception de la Guyane (+27,0%), la Corse (+4,4%), la Martinique (+3,9%) et Saint-Pierre-et-Miquelon (1 affaire contre aucune en 2015).

En outre, la part des affaires créées avec un jugement d'ouverture en liquidation judiciaire est, sauf pour les régions Bourgogne-Franche-Comté et Centre-Val de Loire, supérieure à 50%.

A noter que 20 affaires relatives à des faillites transnationales ont été créées en 2016 (soit 8 de moins qu'en 2015).



Salariés

217 440
Bénéficiaires

Evolution du nombre de salariés bénéficiaires et du nombre de licenciements

Nombre de bénéficiaires de la garantie AGS

Baisse importante du nombre de bénéficiaires

Sur les 12 derniers mois

Cumul	Evolution annuelle
217 440	-13,4%

Définition. Le nombre de bénéficiaires correspond au nombre de salariés ayant reçu au moins un paiement au titre de la garantie des salaires au cours de la période de référence.

Amorcée à la fin du 4^e trimestre 2014, la baisse du nombre de salariés bénéficiaires de la garantie AGS sur 12 mois glissants se poursuit : -13,4% en 2016 par rapport à 2015.

Nombre de licenciements dans les affaires AGS

Du 1^{er} octobre 2015 au 30 septembre 2016

Cumul	Evolution annuelle
99 350	-16,9%

Définition. Le nombre de licenciements correspond au nombre de salariés avec une date de rupture du contrat de travail (CDI ou CDD) dans la période de référence.

Avertissement. Données arrêtées au 31 décembre 2016 : les statistiques sur le nombre de licenciements sont susceptibles d'évoluer en raison du délai d'établissement et de la transmission des relevés de créance par les mandataires judiciaires à la Délégation Unédic AGS qui peuvent être postérieurs à la date d'arrêtés des données. Ces chiffres ne s'analysent définitivement qu'avec un recul de 6 mois minimum.

Le nombre de licenciements dans les affaires AGS est en diminution de -16,9% sur les 12 mois arrêtés à fin septembre 2016.

Procédures de sauvegarde

Evolution du nombre de procédures de sauvegarde ouvertes

4 ^e trimestre 2016				Sur les 12 derniers mois	
Oct.	Nov.	Déc.	Total	Cumul	Evolution annuelle
113	102	91	306	1 274	-16,7%

Avertissement. Données arrêtées au 31 décembre 2016 : ces statistiques sont susceptibles d'évoluer légèrement en raison de la date de publication de la procédure de sauvegarde par le Greffe qui peut être postérieure à la date d'arrêtés des données.

Faits marquants

Baisse prononcée du nombre de procédures de sauvegarde sur 12 mois glissants

Amorcée à la fin du 2^e trimestre 2015, la baisse du nombre de nouvelles sauvegardes sur 12 mois glissants se poursuit : -16,7% à fin décembre 2016 (contre -17,8% à fin septembre 2016 et -14,6% à fin juin 2016).

Les régions cumulant le plus grand nombre d'ouvertures de procédures de sauvegarde sur les 12 derniers mois sont la Nouvelle-Aquitaine avec 16,3% des procédures, l'Auvergne-Rhône-Alpes avec 15,6% et la Provence-Alpes-Côte d'Azur avec 11,8%.

Les affaires AGS créées en 2016 en Ile-de-France

L'Ile-de-France porte un cinquième des entreprises de France métropolitaine et le même poids en termes de procédures collectives. Ses tendances influencent donc fortement l'évolution des défaillances à l'échelle du pays. Toutefois, alors que les défaillances ont diminué de -4,6% sur les 12 mois arrêtés à fin octobre 2016, elles ont augmenté de +1,5% en Ile-de-France (source : Banque de France). Cette divergence d'évolution, constatée depuis plusieurs mois, tend à se résorber et un retournement de tendance est à l'œuvre

comme l'attestent les chiffres publiés par la société Altarex le 15 novembre 2016 (recul des défaillances de -9,9% au 3^e trimestre 2016 par rapport au 3^e trimestre 2015) et ceux de l'OCED (Observatoire Consulaire des Entreprises en Difficulté) : au 1^{er} novembre 2016, en glissement annuel, le nombre de sauvegardes et de redressements judiciaires est pour la première fois depuis janvier 2015 orienté à la baisse. C'est dans ce contexte que s'insère notre focus sur les affaires AGS créées en 2016 en Ile-de-France.

Évolution

Diminution timide du nombre d'affaires créées en 2016

La baisse du nombre d'affaires créées entre 2015 et 2016 pour les entreprises domiciliées en Ile-de-France n'est que de -1,3% contre -10,9% au niveau national. Cette retenue francilienne est toutefois à moduler selon les départements. Ainsi, les Hauts-de-Seine enregistrent une embellie supérieure à celle de l'ensemble des régions. Au contraire, la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne voient leur nombre d'affaires créées bondir. L'évolution du nombre d'affaires créées par secteur est lui aussi assez différent entre l'Ile-de-France et la France.

Si quasiment tous les secteurs, excepté les transports et entreposage, ont un nombre de dossiers créés en baisse au niveau national, la situation n'est pas exactement la même si on considère Paris et sa région : d'une part, la diminution est moins marquée dans des secteurs importants tels que la construction et le commerce ; d'autre part, le secteur de l'hébergement-restauration subit une augmentation des affaires AGS créées, de même que celui des transports et entreposage dans une forte proportion. On peut y voir entre autre les conséquences pour Paris et sa région des attentats de l'automne 2015 sur les secteurs liés au tourisme.

Principales caractéristiques

Un profil proche de la moyenne nationale

Seule la répartition selon le type de jugement d'ouverture est significativement différente entre les affaires franciliennes et l'ensemble des affaires AGS créées en 2016 puisque le poids des liquidations judiciaires est de 70,5% dans la région contre 59,6% au niveau national.

La répartition selon la taille de l'entreprise n'est pas très différente de la moyenne nationale. Celles ayant moins de 3 salariés représentent 45,9% des affaires créées, celles entre 3 et 9 salariés 39,6% et celles de 10 salariés et plus 14,5% (contre respectivement 50,2%, 37,1% et 12,7% pour la France entière).

Les secteurs d'activité cumulant le plus grand nombre de créations d'affaires AGS en 2016 en Ile-de-France sont la construction avec 24,8% des créations, le commerce avec 17,4% et l'hébergement et restauration avec 10,7%, soit un palmarès identique à celui de toutes les régions cumulées.

Evolution des affaires AGS créées (2016/2015 - selon le lieu de domiciliation de l'entreprise)

Au niveau national	-10,9%
Ile-de-France	-1,3%
Val-de-Marne	+9,6%
Seine-Saint-Denis	+7,4%
Paris	+0,1%
Yvelines	+0,0%
Essonne	-1,0%
Seine-et-Marne	-5,7%
Val d'Oise	-6,3%
Hauts-de-Seine	-16,5%

Source : Délégation Unédic AGS

Evolution des affaires AGS créées selon le secteur d'activité (2016/2015)

Construction	-15,7%	-4,7%
Commerce	-11,8%	-4,0%
Activités de services	-10,5%	+0,2%
Hébergement et restauration	-5,6%	+7,2%
Industrie	-11,0%	-2,5%
Autres activités de services	-7,8%	-9,3%
Information et communication	-8,7%	-5,9%
Transports et entreposage	+2,1%	+37,5%
Enseignement, santé, action sociale	-5,0%	+5,5%
Autres secteurs	-13,8%	-16,1%

■ Niveau national ■ Ile-de-France

Source : Délégation Unédic AGS

A noter

Plus du quart des avances relatives aux affaires créées

Les affaires franciliennes créées par l'AGS en 2016 représentent 20,4% de l'ensemble des dossiers créés sur cette période. Au 5 janvier 2017, le montant des avances effectuées dans ces affaires s'élève à environ 259 millions d'euros, soit 28,0% du montant total des avances réalisées à cette date pour l'ensemble des dossiers créés sur la période.